

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Variétés

Journal de la société statistique de Paris, tome 11 (1870), p. 177-192

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1870__11__177_0

© Société de statistique de Paris, 1870, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II.

VARIÉTÉS.

1^{re} PARTIE. — DOCUMENTS ALLEMANDS.

1. *Les sociétés coopératives en Allemagne.* (Suite et fin.)

Les premières sociétés de consommation qui parurent en Allemagne furent fondées en 1850. C'étaient plutôt des sociétés de bienfaisance, semblables à celle qui existait à Lille depuis 1848. L'idée de l'épargne accumulée, et faisant peu à peu du prolétaire un petit capitaliste, n'y était point encore; aussi ces sociétés n'acquirent-elles pas de suite une grande extension. Ce ne fut qu'en 1858 qu'elles prirent leur essor. Quelques ouvriers d'Offenbach, ayant été à Londres pour visiter l'Exposition, furent frappés de l'excellente organisation et des résultats surprenants obtenus par les sociétés de consommation anglaises. Ils étudièrent la plus connue, celle qui a servi de modèle à toutes les autres, la société des Équitables Pionniers de Rochdale, et prirent la résolution d'en établir une semblable dans leur pays.

La société de consommation d'Offenbach prouva, par son développement rapide, toute la puissance de l'idée nouvelle qui en était la base. Un grand nombre de *Consumverein* se fondèrent aussitôt d'après le même système, et la plupart des anciennes sociétés de secours mutuels se transformèrent au plus vite.

Parmi tous ces *Consumverein*, un des plus remarquables, tant par le chiffre de ses affaires que par son excellente organisation, est celui de Stuttgart, fondé en novembre 1864 par 52 membres de la société des ouvriers, et sur lequel nous allons entrer dans quelques détails, parce qu'il peut être proposé comme un modèle et qu'il donnera une idée de la manière dont fonctionne en Allemagne ce genre d'association.

La société de consommation de Stuttgart a adopté le système des marques ou jetons. Voici en quoi il consiste. Elle a commencé par conclure avec les différents marchands, tels que boulangers, bouchers, épiciers, etc., des contrats par lesquels ceux-ci s'obligent, en retour de la grosse clientèle que la société leur procure, à faire un rabais déterminé sur tous les objets achetés par ses membres.

Pour contrôler ces achats, la société a fait frapper des espèces de jetons qui sont reçus comme de l'argent par les marchands avec lesquels des contrats ont été signés. Ces jetons sont vendus aux membres de l'association. Tous les huit jours, les fournisseurs passent à la caisse, et échangent contre de l'argent les jetons qu'ils ont reçus en faisant le rabais stipulé. Ce rabais forme le bénéfice de la société. Par ce procédé ingénieux, les sociétaires ont non-seulement l'avantage de pouvoir acheter à meilleur marché des denrées de première qualité, mais, de plus, ils reçoivent, à certaines époques déterminées, un dividende qui se calcule au prorata de leurs achats et en raison des bénéfices généraux.

Chaque membre a un compte nominal particulier sur lequel est inscrit le nombre de jetons qu'il a achetés. Tous sont obligés d'avoir dans la caisse de la société une mise qui ne doit être ni inférieure à 25 florins, ni supérieure à 500, et qui rapporte 5 p. 100 d'intérêt. Mais, pour faciliter aux membres pauvres l'apport de cette première mise de 25 florins, il leur est accordé la faculté de ne payer, en entrant, que 30 kreuzers (1 franc environ) et le reste est complété peu à peu par les dividendes distribués à chaque trimestre, et qui doivent être laissés à la société jusqu'à concurrence de la somme fixée. Dès que l'avoir dépasse 25 florins, on a le droit de retirer le surplus.

Mais il fallait prévoir le cas où, dans un moment de crise, la société serait assaillie de demandes de remboursement et n'aurait point assez d'argent en caisse pour les satisfaire. Afin de prévenir ce danger, le règlement a fixé des termes de paiement convenablement échelonnés (2 semaines pour 25 florins et 12 pour 500). Il fallait également prévoir le cas où la société serait embarrassée de ses richesses et ne pourrait leur trouver un placement avantageux. Le conseil d'administration est alors autorisé à rembourser les mises les plus fortes, tout en accordant aux propriétaires la faculté de les laisser en dépôt à la caisse, mais sans intérêt.

La direction et l'administration de la société sont confiées à un comité de onze membres, qui se renouvelle tous les ans par moitié, c'est-à-dire cinq une année et six la suivante, et dont les fonctions sont gratuites. L'élection a lieu en assemblée générale, par scrutin de liste, et à la majorité des voix. Ne sont pas éligibles les personnes qui ont passé des contrats avec la société.

Le comité choisit dans son sein un président, un vice-président, deux contrôleurs, et un secrétaire chargé de tenir les procès-verbaux de ses séances. C'est lui qui gère les affaires de la société, qui convoque les assemblées générales, qui nomme le caissier, et qui détermine le montant de ses gages et du cautionnement qu'il doit fournir. Le caissier est chargé de tenir les livres et de vendre les jetons. Il doit rendre ses comptes tous les mois.

Chaque trimestre a lieu une assemblée générale où le comité vient faire l'exposé de sa gestion, et où les affaires de la société sont discutées, mais avec cette restriction qu'aucune question ne peut y être débattue si elle n'a été quatorze jours à l'avance communiquée aux membres du conseil d'administration. Ce conseil a le droit, quand il le juge nécessaire, de convoquer une assemblée générale, et il y est même obligé dès que quarante sociétaires en font la demande.

Toute réunion doit être annoncée au moins six jours auparavant, par des affiches apposées au siège de la société, et par l'insertion dans deux journaux de la localité, avec l'indication de l'objet de la réunion. Aucune autre affaire que celle indi-

quée ne peut y être traitée. Les résolutions de l'assemblée sont prises à la majorité des voix; mais s'il s'agit d'une modification au règlement, il faut les deux tiers.

Chaque trimestre, les comptes sont arrêtés et clos. On déduit des bénéfices les frais d'administration, plus 2 1/2 p. 100 pour le compte des profits et pertes, et le reste se répartit de la manière suivante. Les sociétaires ont les trois quarts; un huitième est versé dans le fonds de réserve, et un autre huitième dans la caisse de la société pour l'éducation des ouvriers (*Arbeiter-Bildungs-Verein*). Les trois quarts réservés aux sociétaires sont partagés entre eux proportionnellement à leurs jetons. Ainsi, supposons que pendant un trimestre les affaires aient été de 10,000 florins et aient rapporté un bénéfice de 1,000 florins, on distribuera 7 1/2 p. 100 ou 750 florins de dividende, et tous ceux qui auront acheté pour 10 florins de jetons recevront une somme de 45 kreuzers.

Le fonds de réserve ne doit être employé, bien entendu, que dans des cas exceptionnels, et il est établi que personne n'y a droit, pas plus les membres de la société que leurs héritiers ou ceux qui cessent de faire partie de l'association. Ces derniers reçoivent, en sortant, le capital et les intérêts qui leur sont dus, mais seulement aux époques de paiement fixées par le règlement, et moins les intérêts du trimestre commencé.

Il est procédé de la même manière, en cas de décès d'un sociétaire, vis-à-vis de ses héritiers, et enfin il est stipulé que tous ceux qui, pendant six mois, n'auront point acheté de jetons ni donné signe de vie, seront considérés comme démissionnaires, et que les sommes qu'ils possèdent seront ajoutées au fonds de réserve.

Le règlement s'occupe ensuite des conflits qui peuvent s'élever entre la société et l'un de ses membres. Si une plainte est portée contre un sociétaire ou un employé ou contre la société elle-même, relativement, soit à la qualité, soit au prix des marchandises qu'elle a fournies, le réclamant doit s'adresser d'abord au comité d'administration. Il peut après en appeler à une assemblée générale, dont la décision est obligatoire.

Enfin le règlement vient à examiner le cas où la société cesserait d'exister, et il établit que, si le nombre de ses membres tombe au-dessous de dix, elle doit être considérée comme dissoute, et que le fonds de réserve appartient de droit à l'*Arbeiter-Bildungs-Verein*.

Tel est l'ensemble des règles bien simples qui ont assuré le succès de la société de consommation de Stuttgart, succès qui lui donne l'espoir de pouvoir atteindre le noble but qu'elle a inscrit en tête de ses statuts: la moralisation de l'ouvrier par l'apprentissage de l'épargne et par l'accroissement de son bien-être matériel.

Le développement et la prospérité du *Consumverein* de Stuttgart ont été si rapides, qu'après avoir, dans les commencements, passé des contrats avec les divers fournisseurs, il en est arrivé bientôt à pouvoir établir des magasins à lui. Dès la première année, il a pu fonder deux boutiques d'épicerie et de comestibles. Aujourd'hui il possède un magasin central, quatre boutiques dans les différents quartiers de la ville, une auberge, un débit de vin et une boulangerie.

Le nombre des membres de la société, qui, l'année de la fondation, n'était que de 299, est aujourd'hui de 1,539. Les affaires ont monté de 24,000 florins à 300,000; le bénéfice net de 2,166 florins à 17,326, ce qui permet de distribuer un dividende de 5 p. 100. Enfin le capital possédé par les membres de la société est d'environ 36,000 florins, et le fonds de réserve de 6,224 florins.

On comptait en Allemagne, à la fin de 1868, 350 *Consumverein*; mais il est probable que l'année 1869 aura vu ce nombre s'accroître considérablement. Les plus florissants sont ceux de: Hambourg, fondé en 1855, un des plus anciens de l'Allemagne par conséquent, qui a 2,348 membres et un mouvement d'affaires de 200,000 florins; de Stettin, qui a 1,115 membres, et qui fait 85,000 florins d'affaires; de Magdebourg (1,500 membres, affaires 108,000 fl.); de Munich (1,430 membres, affaires 64,000 fl.); de Berlin, de Vienne, de Carlsruhe, etc.

Dans ces derniers temps, les sociétés de consommation allemandes ont réalisé un progrès important qu'il est bon de signaler. Elles se sont réunies au nombre de 60 pour fonder une union générale, *Allgemeiner deutscher Verband*, imitée de celle qui existe pour les sociétés d'industrie et d'économie.

La nouvelle union publie un journal mensuel, qui traite de questions spéciales et s'occupe des affaires de chaque société particulière. Elle a déjà rendu de grands services à celles qui y ont adhéré, en obtenant des fournisseurs certaines concessions pour différents articles, et surtout en fondant un vaste établissement de denrées coloniales, qui fournit directement à chaque *Consumverein* les produits dont il a besoin. La part contributive demandée à chacun est minime. Elle se monte à 1/7,000^e du mouvement d'affaires la première année, et seulement à 1/10,000^e les années suivantes. Il y a donc lieu d'espérer que bientôt toutes les sociétés de consommation allemandes voudront faire partie de l'*Allgemeiner deutscher Verband*.

2. *L'instruction primaire en Prusse.* — D'après les documents officiels, le nombre des élèves des écoles primaires, publiques et privées, représentait, fin 1864, les chiffres suivants par province :

| | Publiques. | Privées. | Ensemble. |
|--------------------------------------|------------------|---------------|------------------|
| Province de Prusse | 434,008 | 10,590 | 444,598 |
| Posen | 218,625 | 5,789 | 224,414 |
| Brandebourg. | 377,424 | 33,209 | 410,633 |
| Poméranie. | 226,705 | 6,515 | 233,220 |
| Silésie | 525,531 | 12,314 | 537,845 |
| Saxe | 354,049 | 2,906 | 356,955 |
| Rhin | 524,302 | 12,167 | 536,469 |
| Westphalie. | 268,112 | 4,027 | 272,139 |
| Hohenzollern | 9,864 | 57 | 9,921 |
| Jahde. | 59 | » | 59 |
| Totaux | 2,938,679 | 87,574 | 3,026,253 |
| Chiffres correspondants, fin 1861. . | 2,875,836 | 84,021 | 2,959,857 |
| Différence en faveur de 1864. . . . | 62,843 | 3,553 | 66,396 |
| Soit | 2.2 p. 100 | 4.2 p. 100 | 2.2 p. 100 |

Les écoles primaires ont été fréquentées dans les villes par 881,790 élèves, soit 29.1 p. 100; dans les campagnes par 2,144,463 élèves, soit 70.9 p. 100. — Parmi les élèves des écoles publiques, 2,131,757, soit 72.5 p. 100, appartiennent aux campagnes; 806,922, soit 27.5 p. 100, aux villes.

Les écoles privées se partageaient leurs élèves dans les proportions suivantes :

| | |
|---------------------|---------------------------|
| Villes | 74,868, soit 85.5 p. 100. |
| Campagnes | 12,706, soit 14.5 p. 100. |

Le nombre total des élèves reçus dans les écoles primaires publiques a augmenté de 1861 à 1864: de 4.6 p. 100 dans les villes; de 1.3 p. 100 dans les campagnes; de 2.2 p. 100 dans les villes et les campagnes réunies. Cette augmentation repré-

sente, dans les villes près des deux tiers, dans les campagnes près d'un tiers, dans les villes et les campagnes réunies près de la moitié de la proportion pour cent de l'accroissement général de la population.

Le nombre des élèves dans les écoles privées a augmenté, dans les villes, de 1.6 p. 100, malgré la diminution de 0.5 p. 100 qu'y ont éprouvée les écoles de cette catégorie.

Dans les campagnes, l'accroissement a été de 28.6 p. 100, et dans les villes et campagnes réunies de 4.8 p. 100.

Eu égard à la religion professée par les élèves, les recensements présentent les résultats suivants :

| | Protestants. | Catholiques. | Israélites. | Dissidents. |
|--------------------------|------------------|------------------|---------------|--------------|
| <i>Écoles publiques.</i> | | | | |
| Villes. | 531,022 | 246,887 | 26,816 | 2,197 |
| Campagnes. | 1,281,614 | 839,458 | 6,872 | 3,813 |
| Ensemble. | <u>1,812,636</u> | <u>1,086,345</u> | <u>33,688</u> | <u>6,010</u> |
| <i>Écoles privées.</i> | | | | |
| Villes. | 57,824 | 14,104 | 2,940 | » |
| Campagnes. | 6,181 | 6,160 | 365 | » |
| Ensemble. | <u>64,005</u> | <u>20,264</u> | <u>3,305</u> | <u>»</u> |
| <i>Totaux.</i> | | | | |
| Villes. | 588,846 | 260,991 | 29,756 | 2,197 |
| Campagnes. | 1,287,795 | 845,618 | 7,237 | 3,813 |
| Ensemble. | <u>1,876,641</u> | <u>1,106,609</u> | <u>36,993</u> | <u>6,010</u> |
| Soit | 62 p. 100 | 36 p. 100 | 1.5 p. 100 | 0.5 p. 100 |

Voici dans quelle proportion les cultes se trouvaient mêlés dans les écoles publiques :

| | |
|-----------------------|---|
| Écoles protestantes : | 1,846,536 élèves sur 1,812,636 enfants protestants. |
| — catholiques : | 1,074,408 — 1,086,345 — catholiques. |
| — israélites : | 17,755 — 33,688 — israélites. |

Il appert de ce rapprochement que les écoles primaires protestantes ont enlevé aux écoles appartenant aux différents cultes :

| | |
|-------------------------------|---------------|
| Enfants catholiques | 11,937 |
| Enfants israélites. | 15,953 |
| Enfants dissidents | 6,010 |
| Ensemble | <u>33,900</u> |

Au point de vue de la confession, l'effectif des élèves a suivi, depuis 1851, le mouvement que voici :

| <i>Écoles publiques.</i> | | | |
|---------------------------|---------------------|---------------------|-----------------|
| Protestantes. | Catholiques. | Israélites. | Dissidentes. |
| 36,748 (2 p. 100 en plus) | 22,540 (2.1 p. 100) | 3,635 (12.1 p. 100) | 80 (1.3 p. 100) |

| <i>Écoles privées.</i> | | |
|---------------------------|-------------------|----------------------------|
| Protestantes. | Catholiques. | Israélites. |
| 9,125 (16 p. 100 en plus) | 7,605 (60 p. 100) | 3,398 (90 p. 100 en moins) |

La différence en moins constatée pour les écoles israélites tient à ce que, d'après la nouvelle méthode de recensement adoptée en 1864, un grand nombre d'écoles privées appartenant à ce culte ont été rangées parmi la catégorie des écoles publiques.

Eu égard à l'idiome, voici comment se répartissaient les 2,938,679 enfants inscrits dans les écoles publiques :

| | | |
|----------------------------------|-----------|------------------|
| Langue allemande | 2,509,482 | soit 85.4 p. 100 |
| Polonais (cachoube, mazoure) . . | 384,475 | — 13.1 — |
| Lithuanien | 17,156 | — 0.6 — |
| Wende | 13,441 | — 0.4 — |
| Morave | 9,917 | — 0.3 — |
| Wallon | 1,895 | — 0.06 — |
| Bohême | 1,745 | — 0.05 — |
| Hollandais | 538 | |

Sur les 384,475 enfants appartenant à la race polonaise, 41,659, soit 10.8 p. 100, parlaient seulement la langue polonaise; 93,977, soit 24.4 p. 100, s'exprimaient en polonais et en allemand; 248,839, soit 64.8 p. 100, apprenaient l'allemand.

Quant aux autres idiomes étrangers, le nombre des enfants qui, en dehors de leur langue maternelle, apprenaient l'allemand, représentait les chiffres que voici :

| | | |
|----------------------|-------|--------------------------|
| Lithuanien | 7,360 | élèves, soit 42.9 p. 100 |
| Wende | 8,351 | — 62.2 — |
| Morave | 7,442 | — 75.1 — |
| Wallon | 1,599 | — 84.4 — |
| Bohême | 848 | — 48.6 — |

Les enfants parlant hollandais savaient tous l'allemand.

Ces chiffres prouvent les efforts que fait le gouvernement prussien pour germaniser les populations étrangères à l'aide de l'enseignement primaire.

La moyenne des élèves dans les écoles privées était de 60 par école et de 28 par classe.

Ces chiffres accusent un progrès notable sur les données analogues de l'année 1861.

Parmi les 19,226,270 habitants que renfermait la Prusse fin 1864, on comptait, d'après la feuille officielle, 3,457,301 enfants en âge de suivre l'école, soit 17.9 p. 100 de la population, dont 1,043,611, soit 17.4 p. 100, dans les villes sur une population de 5,973,942 habitants, et 2,413,690, soit 18.2 p. 100, dans les campagnes avec une population de 13,252,328 âmes.

Sur ces 3,457,301 enfants, 2,938,679 fréquentaient les écoles primaires publiques, 87,574 les écoles primaires privées, ensemble 3,026,253 élèves, soit 87 p. 100 de l'ensemble des enfants.

Le nombre des enfants qui ne fréquentaient aucune école primaire était donc de 431,048, soit 13 p. 100. Parmi ces derniers, 61,388 suivaient les cours dans des écoles secondaires, et 23,939 recevaient l'enseignement dans des pensionnats ou dans les familles. Le reste se partageait de la manière suivante: 9,331 élèves renvoyés de l'école, à titre exceptionnel, avant leur 14^e année accomplie.

Les renvois pour cause de maladie ou d'empêchement par suite de l'inclémence de la température s'élevaient à 9,199, et les dispenses pour cause d'infirmité, à 2,422.

A raison de circonstances locales ou par suite de l'ouverture d'écoles ne coïncidant pas avec l'âge réglementaire des enfants, 309,181 élèves n'ont pu être reçus qu'après leur 5^e année accomplie.

Le total des absences dûment justifiées s'élève donc à 415,480, et il ne reste plus que 15,568 enfants, au sujet desquels il a été impossible de vérifier les causes qui les ont empêchés de suivre les cours à l'école primaire.

On arrive ainsi au chiffre ci-dessus de 431,048, représentatif des absences scolaires à la fin de 1864.

Le nombre des maîtres et maîtresses enseignant dans les écoles primaires publiques s'évaluait, fin 1864, par les chiffres suivants :

| | Maîtres. | Maîtresses. | Ensemble. |
|------------------------------|---------------|--------------|---------------|
| Province de Prusse | 5,770 | 131 | 5,901 |
| Posen | 2,643 | 16 | 2,659 |
| Brandebourg | 4,814 | 134 | 4,948 |
| Poméranie | 3,483 | 93 | 3,576 |
| Silésie. | 5,756 | 117 | 5,873 |
| Saxe | 4,428 | 62 | 4,490 |
| Westphalie | 2,349 | 466 | 2,815 |
| Rhin. | 5,397 | 997 | 6,394 |
| Hohenzollern | 162 | » | 162 |
| Jahde | 1 | » | 1 |
| Totaux | 34,803 | 2,016 | 36,819 |

Le nombre des maîtres et maîtresses professant dans les écoles primaires privées fait défaut dans les relevés statistiques.

Le nombre des écoles primaires publiques s'étant élevé, en 1864, à 25,120, on peut compter 1.4 maître par école. La moyenne des élèves par maître comportait : dans les villes, 73; dans les campagnes, 83; dans les villes et campagnes réunies, 79.8. Le nombre des élèves par maître variait, pour les différentes régences, dans les villes entre 48 et 98, dans les campagnes entre 56 et 113.

Fin 1861, le corps enseignant dans les écoles primaires de Prusse comportait les chiffres suivants :

Maîtres, 33,617; maîtresses, 1,755; ensemble, 35,372, répartis entre 36,738 classes, contre 34,803 maîtres, 2,016 maîtresses; ensemble, 36,819, en 1864, répartis entre 38,053 classes.

C'est, pour les maîtres, une augmentation de 1,186, soit 3.5 p. 100, dont: 724, soit 7.9 p. 100, dans les villes; 462, soit 1.9 p. 100, dans les campagnes.

Pour les maîtresses, une augmentation de 261, soit 14.9 p. 100, dont : 148, soit 13 p. 100, dans les villes; 113, soit 16.3 p. 100, dans les campagnes.

Somme toute, le nombre des maîtres et maîtresses a augmenté, pendant la période triennale 1861-1864, de 1,447, soit 4 p. 100; celui des classes, de 1,315, soit 3.4 p. 100, et celui des élèves, de 66,396, soit 2.2 p. 100.

L'accroissement du personnel des maîtres paraît donc être moins la conséquence de l'augmentation de la population que des améliorations introduites dans le régime des écoles.

Pendant la période 1859-1861, 8,269 postes de maître d'école étaient devenus vacants, contre 8,006 pendant la période 1861-1864, soit pour cette dernière une différence en moins de 263 ou de 3.2 p. 100. Il est permis de voir là, en partie, les effets bienfaisants de l'augmentation des traitements qui ont été alloués dans ces derniers temps aux instituteurs primaires.

Le chiffre total des traitements des maîtres et maîtresses, attachés aux écoles primaires publiques, s'élevait fin 1864:

| | |
|---------------------------------|-------------------|
| Dans les villes, à | Fr. 12,269,340 |
| Dans les campagnes, à | 18,004,250 |
| Ensemble. | 30,273,590 |

Cette somme a été couverte, pour un tiers, par les rétributions scolaires, pour les deux autres tiers par les communes, sauf une minime contribution fournie par l'État, ainsi que cela résulte de l'aperçu suivant :

Rétributions scolaires.

| | | | |
|--------------------|-----------|-----------|--------|
| Villes. | 4,359,310 | soit 14.4 | p. 100 |
| Campagnes. | 5,083,948 | — 16.8 | — |
| Ensemble | 9,443,258 | — 31.2 | — |

Communes.

| | | | |
|--------------------|------------|-----------|--------|
| Villes. | 7,517,300 | soit 24.8 | p. 100 |
| Campagnes. | 12,184,995 | — 40.3 | — |
| Ensemble | 19,702,295 | — 65.1 | — |

Subvention de l'État.

| | | | |
|--------------------|-----------|----------|--------|
| Villes. | 392,730 | soit 1.3 | p. 100 |
| Campagnes. | 738,234 | — 2.4 | — |
| Ensemble | 1,130,962 | — 3.7 | — |

Nous avons vu que le traitement des instituteurs primaires se répartissait : entre les villes, pour 12,269,340 fr., soit 40.5 p. 100; entre les campagnes, pour 18,004,250 fr., soit 59.5 p. 100. Il s'élevait en moyenne : dans les villes, à 1,102 fr.; dans les campagnes, à 694 fr.; dans les villes et campagnes réunies, à 818 fr.

Il variait, dans les différentes provinces, entre un minimum de 188 fr. et un maximum de 3,562 fr.

Voici dans quelles proportions la quotité du traitement des instituteurs primaires se répartissait entre les villes et les campagnes :

- 188 à 375 fr. : campagnes, 1,778 instituteurs; villes, 148; soit 5 p. 100.
- 375 à 468 fr. : campagnes, 3,463 instituteurs; villes, 200; soit 10 p. 100.
- 468 à 562 fr. : campagnes, 4,378 instituteurs; villes, 310; soit 13 p. 100.
- 562 à 675 fr. : campagnes, 5,683 instituteurs; villes, 853; soit 18 p. 100.
- 675 à 750 fr. : campagnes, 2,645 instituteurs; villes, 1,109; soit 10 p. 100.
- 750 à 938 fr. : campagnes, 3,772 instituteurs; villes, 2,425; soit 17 p. 100.
- 938 à 1,125 fr. : campagnes; 1,929 instituteurs; villes, 1,816; soit 10 p. 100.
- 1,125 à 1,312 fr., 6 p. 100.
- 1,312 à 1,500 fr., 4 p. 100.

Au-dessus, jusqu'à concurrence de 5,562 fr., 7 p. 100.

Les instituteurs jouissant d'un traitement au-dessus de 1,125 fr. sont, en règle générale, plus nombreux dans les villes que dans les campagnes. Dans ces dernières, le plus grand nombre des instituteurs appartenait à la classe de 562 à 675 fr. (5,683 maîtres, soit 16 p. 100). Dans les villes, c'est le traitement de 750 à 938 fr. qui comptait le plus de titulaires (2,425 instituteurs, soit 7 p. 100).

En fin d'exercice 1861, le traitement des instituteurs primaires avait représenté les chiffres suivants :

| | |
|-----------------------------------|---------------------------|
| | <i>En plus pour 1864.</i> |
| Villes, 10,803,990 fr. | 1,465,350 fr. |
| Campagnes, 17,235,470 fr. | 768,390 |

L'ensemble des traitements s'était donc accru, pendant la période triennale 1861-1864, de la somme de 2,233,740 fr., soit 7.9 p. 100, tandis que le nombre des instituteurs et des institutrices n'avait augmenté que de 4 p. 100. La moyenne du traitement est donc montée : dans les villes, à 1,102 fr., soit un boni de 4.6

p. 100; dans les campagnes, à 694 fr., soit 2.2 p. 100. Ensemble, à 818 fr., soit 3.8 p. 100.

Ainsi qu'on l'a déjà fait observer, le traitement des instituteurs a été fourni pour un tiers par les rétributions scolaires. La quotité de ces rétributions varie dans les différentes provinces. Dans les campagnes, elle oscille entre 32 c. et 112 fr. par an; dans les villes, entre 62 c. et 135 fr. En moyenne, on peut admettre 15 fr. pour les villes, et 5 fr. pour les campagnes. Les rétributions scolaires avaient augmenté de 1861 à 1864: dans les villes, de 14.6 p. 100; dans les campagnes, de 3.5 p. 100; dans les villes et les campagnes réunies, de 8.4 p. 100.

Tandis que le traitement des instituteurs avait, dans la période correspondante antérieure, augmenté de :

| | |
|---------------------------------------|-------------|
| Villes | 13.5 p. 100 |
| Campagnes. | 4.0 — |
| Villes et campagnes réunies | 7.9 — |

En dehors du traitement des instituteurs, les intéressés ont eu à subvenir, pendant la période 1861-1864, aux frais suivants pour la construction et l'entretien des écoles, à savoir :

| | |
|---|-------------------|
| Constructions dans les villes | Fr. 8,528,110 |
| — dans les campagnes | 11,908,810 |
| Ensemble | <u>20,436,920</u> |

Les loyers des écoles, le combustible et le matériel ont, en outre, absorbé la somme de 11,950,080 fr., soit: dans les villes, 6,900,610 fr.; dans les campagnes, 5,049,470 fr.; ou 2,656,850 fr. de plus qu'en 1861.

Les écoles primaires ont donc absorbé, en dehors du traitement des instituteurs, une somme de 32,387,000 fr., soit 8.9 p. 100 en sus du chiffre afférent à la période 1859-1861.

Somme toute, l'entretien des écoles primaires publiques en Prusse a représenté, en 1864, les chiffres que voici :

Moyenne 1861-1864.

| | |
|--------------------------------------|-------------------|
| Traitement des instituteurs. | Fr. 30,273,590 |
| Fournitures et matériel. | 10,795,660 |
| Ensemble | <u>41,069,250</u> |

Ce qui, en dernière analyse, donne par tête: 2 fr. 35 c. pour le royaume entier; 2 fr. 90 c. pour les villes; 1 fr. 78 c. pour les campagnes.

La subvention de l'État, s'élevant à 1,458,250 fr., a comporté par tête: 6 c. dans les villes; 8 c. dans les campagnes.

La moyenne des frais de l'instruction primaire ayant représenté, pour la période 1859-1861, la somme de 37,278,000 fr., ces frais se sont accrus, dans la période 1861-1864, de 3,791,250 fr., soit à peu près 10 p. 100. (*Doc. off.*)

3. Instruction des conscrits en Prusse. — Les rapports officiels sur les opérations du recrutement constatent que parmi les jeunes gens appelés dans l'armée en 1869, le nombre des illettrés était de 3.94 p. 100.

Il est à remarquer que ce sont les anciennes provinces polonaises de Dantzig et de Posen où l'instruction est le moins répandue; la proportion des hommes ne sachant ni lire ni écrire y est de 15 à 16 p. 100. Dans la plupart des autres provinces,

principalement dans celles situées sur les bords du Rhin, cette proportion est constamment inférieure à l'unité; ainsi à Dusseldorf elle ne dépasse pas 0.68; à Coblentz, 0.61; à Aix-la-Chapelle, 0.38. A Berlin même on ne compte pas un seul jeune soldat illettré.

Ces chiffres indiquent bien que l'instruction est répandue en Prusse; mais pour leur donner toute leur valeur et bien faire ressortir les avantages de l'instruction primaire obligatoire, il est utile de comparer les résultats obtenus en Prusse par l'application de ce dernier système à l'état actuel de l'instruction en France.

Dans notre pays, la moyenne générale des conscrits illettrés était, en 1858, de 20.16 p. 100; elle est donc cinq fois et demie plus élevée qu'en Prusse. C'est le groupe des départements avoisinant la frontière de l'est et du nord où cette moyenne s'abaisse au-dessous de 5 p. 100; ces départements, au nombre de 13, appartenaient aux anciennes provinces de Lorraine, d'Alsace, de Bourgogne et de Franche-Comté. Tandis que, dans la capitale prussienne, tout le monde sait lire et écrire, à Paris, où les moyens d'instruction ne manquent certainement pas, le chiffre des illettrés est encore de 5.80 p. 100.

Dans la vieille Prusse et dans le duché de Posen, pays pauvres et médiocrement peuplés, on ne trouve que 15 p. 100 d'illettrés; cette proportion s'élève à 43 p. 100 dans le département de la Dordogne que la nature a pourtant richement doté.

Les progrès réalisés depuis 1832, où la moyenne générale des conscrits sans aucune instruction dépassait 48 p. 100, prouvent que, par l'enseignement primaire obligatoire, on arriverait rapidement à atteindre les résultats constatés en Prusse et peut-être à les dépasser.

4. Statistique postale de l'Allemagne du Nord. — Le rapport soumis au reichstag par le chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord sur l'administration des postes fédérales pendant l'exercice 1869 contient les données statistiques suivantes:

Le nombre des bureaux de poste était, à la fin de l'année 1869, de 4,520, se divisant en: 489 bureaux principaux (*Postämter*); 522 bureaux de 1^{re} classe; 3,325 bureaux de 2^e classe; 184 bureaux dans des gares de chemins de fer.

L'administration centrale a, en outre, sous sa direction, 25 bureaux de poste fédéraux établis à l'étranger.

On compte sur le territoire de la Confédération un bureau de poste par 1 demi-mille carré (27¹/₂,439 carrés).

Le nombre des convois de chemins de fer chargés d'expéditions postales s'est élevé à 1,700 par jour, celui des bateaux à vapeur à 91, celui des voitures de poste à 3,316. Le chiffre total des distances parcourues, au moyen de ces trois modes de locomotion, s'élève à 13,161,045 milles allemands, dont 5,512,508 par les chemins de fer, 7,507,538 par les voitures de poste et 140,999 par les bateaux à vapeur. (Le mille allemand = 7¹/₂,408.)

L'administration des postes a occupé pour son service particulier: 14,387 employés supérieurs, 20,236 employés subalternes, 7,563 maîtres de poste et postillons; plus, 16,066 chevaux de poste, et 14,607 voitures et traîneaux.

Il a été expédié sur le territoire fédéral 275,694,084 lettres, imprimés et échantillons. En outre, 27,545,254 ont été envoyés dans d'autres pays, 26,735,064 sont venus de ces pays, et 11,516,012 ont passé en transit, ce qui donne un total de

341,490,414 lettres, imprimés et échantillons, soit 34,196,738 de plus qu'en 1868. Sur ce nombre, il y a eu 601,887 lettres qui n'ont pu être remises à leurs destinataires, et 473,350 qui ont été renvoyées à leurs expéditeurs. Les postes ont transporté, en 1869, 152,369,734 exemplaires de journaux.

Les recettes provenant des ports de lettres se sont élevées, en ce qui concerne les envois faits sur le territoire fédéral, à 7,059,147 thalers (26,250,000 fr. environ).

Le nombre des paquets expédiés par la poste a été de 37,304,622, et leur poids de 198,011,250 livres. Ces paquets ont produit une recette de 4,147,680 thalers (15,555,000 fr. environ). Le transport des 10,403,688 lettres et paquets, dont on avait déclaré la valeur, a rapporté à l'administration 760,836 thalers (2,854,000 fr.).

Le nombre des mandats de poste délivrés sur le territoire fédéral s'est élevé à 9,440,260, leur montant à 116,957,380 thalers (438,750,000 fr.), les taxes perçues pour ces mandats ont produit 631,872 thalers (2,362,500 fr.). La moyenne de la valeur de ces mandats a été de 12 thalers 11 sgr. 8 pf. (46 fr. 45 c.)

Il a été vendu 293,067,290 timbres d'affranchissement et enveloppes affranchies, pour une somme de 10,729,117 thalers (40,234,000 fr.).

Les voitures de poste ont transporté 6,229,650 voyageurs, qui ont versé à l'administration 2,819,000 thalers (10,571,000 fr.); 18 voyageurs ont été blessés par des accidents survenus en route et ont été indemnisés par l'administration.

En somme, le total des recettes de l'administration des postes de la Confédération s'est élevé à 20,990,739 th.

Celui des dépenses à 20,725,666

Il est donc resté un excédant de recettes de 265,073 th. au lieu d'un déficit de 138,621 thalers qu'ont présenté les comptes de cette administration pour l'année 1868.

A la fin de 1867, la population de la Confédération était, en nombre rond, de 30 millions d'habitants.

5. *Marine militaire de l'Allemagne du Nord.* — Le comte de Bismark vient de présenter au parlement de l'Allemagne du Nord un rapport sur la situation de la marine de guerre fédérale au commencement de l'année 1870. L'exposé prend comme point de départ le mémoire publié en 1867, pour motiver l'emprunt contracté la même année. Il constate les résultats obtenus jusqu'en 1870, et indique ce qui reste à faire pour remplir le programme de 1867.

Deux ports militaires ont été créés, l'un à Wilhelmshaven, l'autre à Kiel. Les travaux de fortifications de ce dernier port continuent.

La flotte fédérale à vapeur se compose en ce moment de 38 navires, avec un armement de 320 canons et 36,452 tonnes de jauge. Il faut y ajouter, comme bâtiments à voiles, 3 frégates et 4 bricks, armés de 160 canons et jaugeant 5,863 tonnes. La marine fédérale compte actuellement 169 officiers, 305 mécaniciens, 3,019 matelots et 318 ouvriers.

6. *Recrutement dans la Confédération du Nord pour l'année 1870-1871.* — Les journaux militaires prussiens font connaître la répartition du contingent 1870-1871 entre les différents États de la Confédération du Nord. Ce contingent est,

comme d'habitude, de 1 p. 100 de la population totale; il s'élève à 95,540 hommes, y compris 477 hommes prélevés par la marine.

Le recrutement ordinaire fournira 86,860 hommes. — Les volontaires d'un an sont au nombre de 8,680. — La répartition doit avoir lieu sur les bases suivantes :

| | |
|--|-----------------|
| Prusse et Lauenbourg | 69,691 hommes. |
| Saxe royale | 7,720 — |
| Hesse (partie au nord du Mein) | 795 — |
| Les autres États de la Confédération | 8,654 — |
| Total | <u>86,860</u> — |

Mecklembourg-Schwérin doit donner 1,571 hommes; — Brunswick et Oldenbourg, de 800 à 900 hommes; — Hambourg et Saxe-Weimar, de 600 à 800; — le reste du contingent sera fourni par les douze autres petits États de la Confédération.

Au contingent que nous venons d'énumérer, il faut ajouter 9,993 volontaires d'un an qui ont devancé l'appel, ce qui porte le chiffre de la levée de cette année à 105,533 hommes. Les volontaires se répartissent de la manière suivante :

| | |
|--------------------------------|-----------------|
| Prusse et Lauenbourg | 15,119 hommes. |
| Saxe royale | 794 — |
| Hesse au nord du Mein. | 111 — |
| Les autres États | 2,649 — |
| Total | <u>18,673</u> — |

Chiffre égal aux 8,680, plus 9,993 volontaires dont il est question plus haut.

7. Budget de la Confédération du Nord. (Suite; voir le numéro de mai, p. 136.)

Guerre. — Aux termes de l'article 62 du statut, il sera mis à la disposition du généralissime fédéral une somme représentant autant de fois 843 fr. 75 c. que l'effectif de paix compte d'hommes. Cet effectif est fixé, jusqu'au 31 décembre 1871, au chiffre de 1 p. 100 de la population. Le recensement de 1867 ayant constaté une population de 29,970,478 âmes dans le territoire de la Confédération, il en résulte, à raison d'un effectif de 299,704 hommes, une dépense de 252,875,249 fr., dont 222,204,070 sont au compte de la Prusse et 18,012,180 à la charge de la Saxe; le reste se répartit entre les autres contingents fédéraux.

Marine. — La dépense du ministère de la marine est évaluée à la somme de 30,000,720 fr.

La dépense ordinaire est de 13,487,740 fr. Elle est de 1,742,930 fr. supérieure au chiffre correspondant de l'exercice antérieur. Cet excédant de dépense tient surtout à l'augmentation du personnel maritime, par suite de l'accroissement des forces navales de la Confédération, et à l'amélioration de la solde des officiers de marine.

La dépense extraordinaire, évaluée à 16,512,980 fr., dépasse de 6,656,570 fr. l'allocation correspondante de l'année antérieure. Elle est affectée en partie aux travaux suivants :

| | |
|---|------------|
| Bassin de Wilhelmshaven | 1,875,000' |
| Fortification et armement de ce port | 2,250,000 |
| Bassin de Kiel. | 1,875,000 |
| Fortification et armement de ce port. | 2,250,000 |
| Travaux hydrographiques, endiguements, etc. | 762,980 |
| Torpilles. | 150,000 |
| Construction et armement de nouveaux bâtiments de guerre. | 6,862,500 |

Les bâtiments en voie de construction sont au nombre de neuf. A *Wilhelmshaven* : le *Grand-Électeur*, frégate cuirassée à coupole, qui sera achevée en 1873; — la *Loreley*, aviso, achevé en 1871; — un bateau à vapeur pour le service local.

A *Kiel* : *Frédéric-le-Grand*, frégate cuirassée à coupole, disponible en 1873; — un bateau à vapeur pour le service local.

A *Dantzig* : la *Hanse*, corvette cuirassée, livrable en 1873; — l'*Ariadne*, corvette, et l'*Albatros*, aviso, achevés en 1870; — le *Nautilus*, aviso, achevé en juin 1871.

Le ministère est, d'ailleurs, en pourparlers avec le gouvernement anglais pour l'achat d'un vapeur de ligne destiné à servir de vaisseau-école dans la station de la Baltique.

Pour élever la flotte nord-allemande au niveau de l'effectif fixé par le mémoire présenté au *reichstag* dans sa dernière session, il reste à construire pendant la période septennale 1870-1877 : 11 navires cuirassés, — 11 corvettes, — 7 avisos, — 3 bâtiments de transport. (*A compléter.*)

2^e PARTIE. — DOCUMENTS ANGLAIS.

1. *Paupérisme à Londres en janvier 1870.* — Le bureau de la loi des pauvres a fait déposer récemment à la chambre des communes un rapport sur l'état actuel, à Londres, de l'indigence rangée dans la catégorie spéciale de l'assistance au dehors (*out door relief*). On sait que l'assistance publique est divisée en Angleterre en administration des secours intérieurs (*in door relief*), donnés dans les maisons de travail, et administration des secours accordés en dehors de ces établissements (*out door relief*). Les règles qui régissent les secours extérieurs sont différentes, suivant qu'il s'agit des paroisses ou unions de paroisses de la campagne, — ou des petites villes, — ou des grands centres. Dans les premières, on applique une disposition appelée ordre général de prohibition, en vertu de laquelle l'union ne peut assister les individus valides que dans les maisons de travail.

Ce n'est que quand le *workhouse* est complètement rempli, que les administrateurs de l'union sont autorisés à employer les indigents valides à des ouvrages extérieurs. Dans les centres populeux, l'assistance est réglée par un autre ordre général appelé *out door relief order*, aux termes duquel il est interdit de secourir un homme valide et ayant trouvé du travail moyennant rétribution.

Tout indigent secouru sur les fonds de la taxe des pauvres doit être employé par l'union à des travaux qu'elle détermine. Les paroisses où les indigents bénéficient de l'*out door relief* sont au nombre de 115 et embrassent une population de 7 millions d'habitants.

Les secours extérieurs sont fixés, dans chaque cas particulier, par le bureau des administrateurs; ces secours doivent consister, pour moitié au moins, en nourriture et combustible, et pour moitié en argent.

La distribution est faite par des agents comptables, chargés de visiter les familles à domicile. La classe des indigents placés sous le régime *out door relief* a toujours été l'objet particulier des études et de l'examen des écrivains s'occupant du paupérisme, ainsi que des fonctionnaires du bureau de la loi des pauvres. C'est qu'en effet, selon une juste remarque du *Times*, si l'on peut espérer restreindre la misère dans son effrayant progrès, ce n'est pas dans la catégorie des pauvres assistés

dans les *workhouses*, ceux-ci étant déjà tombés au dernier degré de la misère physique et morale et ne se relevant plus. Les indigents secourus en dehors des maisons de travail figurent, au contraire, à tous les degrés différents de la détresse; depuis la première phase jusqu'à la période qui précède immédiatement l'entrée au *workhouse*.

C'est en ce qui concerne les indigents de cette catégorie surtout que l'on peut rechercher et appliquer les remèdes au paupérisme.

Le rapport que M. Goschen, président du *Poor law board*, vient de présenter au Parlement, fournit d'utiles éléments à cette recherche. On trouve dans ce document le nombre des pauvres *out door* de la métropole en 1869 et dans les premiers jours de 1870. Les causes de leur indigence sont spécifiées et rangées en quatre sections. On y fait aussi la distinction entre les hommes, les femmes et les enfants.

Au 1^{er} janvier dernier, 121,000 pauvres *out door* étaient secourus à Londres. Dans ce chiffre, les hommes atteignent une proportion de 15 p. 100, les femmes de 38 et les enfants de 47.

La misère paraît partagée d'une manière presque égale entre les trois premières sections.

La première embrasse l'indigence causée par la vieillesse ou l'incapacité permanente, et compte 37,510 pauvres, soit 31 p. 100 du chiffre total. — La seconde est celle de la pauvreté résultant de la mort, de l'absence ou de l'abandon du mari ou du père. Cette section est la plus considérable et donne 34.2 p. 100 du total. — Dans la troisième, on a rangé la misère causée par la maladie temporaire ou le manque d'ouvrage des chefs de famille; les hommes vivant seuls (*single men*) y sont séparément classés. Cette section donne aussi 34 p. 100. — Quant à la quatrième, elle se compose des femmes vivant seules. Il est curieux de constater, à l'encontre de ce que l'on se figure généralement, que le chiffre de cette section est tout à fait insignifiant, et n'atteint pas 1,000, ce qui est moins de 1 p. 100.

Il est intéressant de jeter un coup d'œil sur quelques détails particuliers à chacune de ces catégories, pour mieux saisir l'ensemble du sujet.

Dans la première classe, celle de l'incapacité de travail, le nombre des femmes est trois fois plus considérable que celui des hommes, et celui des adultes deux fois plus grand que celui des enfants; ce qui indique assez que la cause principale de ce chef de pauvreté est l'âge avancé.

Dans la seconde classe, celle des délaissés, il y a lieu d'observer que, sur les 41,000 personnes qui la composent, 34,000 sont des veuves avec enfants à leur charge. Les veuves de soldats et de marins avec enfants atteignent un chiffre de près de 400; les enfants orphelins, de 900; les veuves et les enfants de prisonniers, d'environ 1,100; les mères non mariées et leurs enfants, de 1,300, et, ce qui est triste à dire, les femmes abandonnées avec enfants sont au nombre de plus de 3,500, à peu près 10 p. 100. Dans la troisième classe, le rapport distingue entre la misère due à la maladie et l'indigence causée par le manque d'ouvrage. Les enfants appartenant à cette catégorie sont au nombre de 41,000, parmi lesquels 21,000 sont dans la détresse par suite de maladie et 20,000 pour cause de manque d'ouvrage. Quant aux adultes de cette classe, ils sont, dans le premier cas, au nombre de 5,200, et dans le second de 4,600. En résumant les différentes informations contenues dans le rapport, on constate que les causes réunies de pauvreté attribuées

à l'incapacité de travail permanente, au veuvage, à l'état d'orphelin et à la maladie, atteignent la proportion de près de 77 p. 100, ou de plus des trois quarts du total des causes.

C'est là un indice qu'il est consolant d'enregistrer; assurément il est plus facile de diminuer la quantité des maladies qui affligent les indigents, et disparaissent souvent sous l'effet d'une bonne hygiène publique et d'une alimentation convenable, que de venir à bout du vice, de la paresse ou du manque d'ouvrage; or, ces dernières causes d'indigence n'entrent que pour un quart dans le triste bilan de la misère à Londres.

L'administration du *Poor law board* montre, du reste, la plus louable activité pour apporter dans l'assistance publique toutes les améliorations possibles. Mais il existe un écueil contre lequel viennent malheureusement se heurter trop souvent les efforts du gouvernement: c'est le défaut de contrôle des innombrables agences charitables privées, qui fonctionnent sans aucun lien entre elles, presque inconnues, contrariant l'action les unes des autres et empêchant le bureau de la loi des pauvres de se trouver face à face avec la véritable indigence. Cette situation ayant, il y a quelques mois, appelé particulièrement l'attention de M. Goschen, ce haut fonctionnaire, en décembre dernier, invita les sociétés charitables de Londres à établir une entente mutuelle, pour l'utilité commune, entre leurs agents et ceux du *Poor law board*. Cette proposition rencontra, de la part du clergé de toutes les confessions et des philanthropes de la capitale, l'accueil le plus empressé. Un comité fut nommé pour étudier la question de l'opportunité d'une entente commune. Ce comité a aujourd'hui terminé son rapport, qui vient d'être publié.

Les commissaires sont entièrement tombés d'accord sur la nécessité d'établir un lien entre la charité publique et privée; ils ont reconnu que trop souvent de déplorables abus sont le résultat du défaut actuel de discernement dans la distribution des secours. Inefficacité, erreurs, injustices, tels sont, dans beaucoup de districts, les fruits d'un régime qui réduit sensiblement l'action des sociétés charitables.

La commission exprime le vœu que, dans ces districts, les différents agents de charité arrêtent un plan d'action combinée adapté aux conditions spéciales de la localité, action qui les mettrait à même d'établir des relations de société à société et avec le bureau de gardiens (*board of guardians*), qui est l'organe du bureau de la loi des pauvres dans chaque paroisse.

Ainsi qu'on le voit, un résultat important se dégage de l'enquête commune entreprise sur l'invitation de M. Goschen. Ce sont les sociétés charitables elles-mêmes qui reconnaissent la nécessité d'agir de concert avec le *Poor law board*.

Le premier pas est fait; nul doute que chaque association ne pose bientôt les bases particulières d'entente recommandées par la commission. Les sociétés de secours sont trop intéressées à mettre fin à un état de choses qui, de l'aveu même de leurs représentants, est tout à fait à leur préjudice, pour en retarder plus longtemps la suppression. L'augmentation croissante de la misère à Londres impose d'ailleurs aux associations l'obligation d'arriver promptement à l'accord qu'elles désirent. Pour ne prendre qu'un exemple, le nombre des pauvres *out door* seulement, secourus le 1^{er} janvier 1870, était de 10,000 plus considérable que celui des indigents assistés au 1^{er} janvier de l'année dernière. Ce progrès persistant de la misère, malgré les charges nouvelles que s'imposent les particuliers et le

Trésor, justifie assez l'importance de la réforme poursuivie avec tant d'activité par M. Goschen.

2. L'instruction primaire en Angleterre. — La publication d'un document officiel récent vient de montrer de nouveau toute l'importance de la réforme poursuivie par le ministre Gladstone pour le développement de l'instruction primaire. Deux inspecteurs des écoles avaient été chargés de faire une enquête sur l'état actuel de l'enseignement primaire dans les quatre grandes villes de Birmingham, Leeds, Liverpool et Manchester. Les résultats de ces recherches apportent les meilleurs arguments en faveur d'une prompt application des mesures proposées par le gouvernement.

A Birmingham, sur une population de 360,000 âmes, dont 83,000 enfants de 3 à 13 ans, 16,000 enfants seulement fréquentent les écoles inspectées et 10,000 les écoles non inspectées. A Leeds, sur une population d'un quart de million, dont 58,000 enfants dans l'âge scolaire, 12,000 seulement suivent les écoles inspectées et 7,000 les autres écoles. A Manchester, où la population scolaire atteint le chiffre de 60,000, 25,000 enfants seulement fréquentent les écoles inspectées. A Liverpool, l'assiduité à ces écoles ne se chiffre que par 30,000 enfants sur 90,000. Les deux inspecteurs s'accordent à dire que les écoles non subventionnées forment une catégorie complètement sans valeur. Il faut donc éliminer de cette statistique les données qui concernent ces établissements, et il ne reste comme témoignage réel de la somme d'instruction reçue dans les écoles primaires que les chiffres si minimes de la fréquentation des écoles inspectées. Le rapport n'est pas plus rassurant au sujet de la valeur même de l'instruction donnée par les meilleurs établissements. Sur les 10,000 enfants qui suivaient les cours des écoles de l'État, à Birmingham, 256 seulement étaient en état de lire, d'écrire et de compter. A Liverpool, sur 25,000 enfants fréquentant les écoles, 3,200 pouvaient essayer de concourir pour ces simples éléments; mais la moitié seulement était réellement en état de passer un examen sur les mêmes matières. Dans toutes les écoles primaires de la ville, 144 enfants avaient seuls commencé des études d'un ordre un peu plus avancé.

En terminant l'analyse de ce rapport, le *Times* affirmait qu'on pouvait en déduire que, dans quatre des plus grands centres d'Angleterre, la moitié des enfants est complètement dénuée d'instruction. Devant des besoins aussi pressants, on comprend que les questions de secte soient tout à fait secondaires, et que le point capital soit de fournir avant tout à la population de nouveaux moyens d'instruction. Cette nécessité est assez impérieuse et domine assez toutes les autres considérations, pour qu'il soit permis de compter sur les efforts des directeurs, des maîtres et des parents eux-mêmes, pour favoriser l'application des mesures que prépare l'État dans le but d'assurer la plus large propagation possible de l'instruction primaire.